Mons : finances de la commune

Commune · Gard (30) · 1 837 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Mons affichait un encours de dette de 1 M€, soit 566 € par habitant, une épargne brute égale à 14,3 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 4,9 ans.

Dette par habitant
566 €
1 M€ au total

Capacité de désendettement
4,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
14,3 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
692 € / hab.
1,3 M€ au total

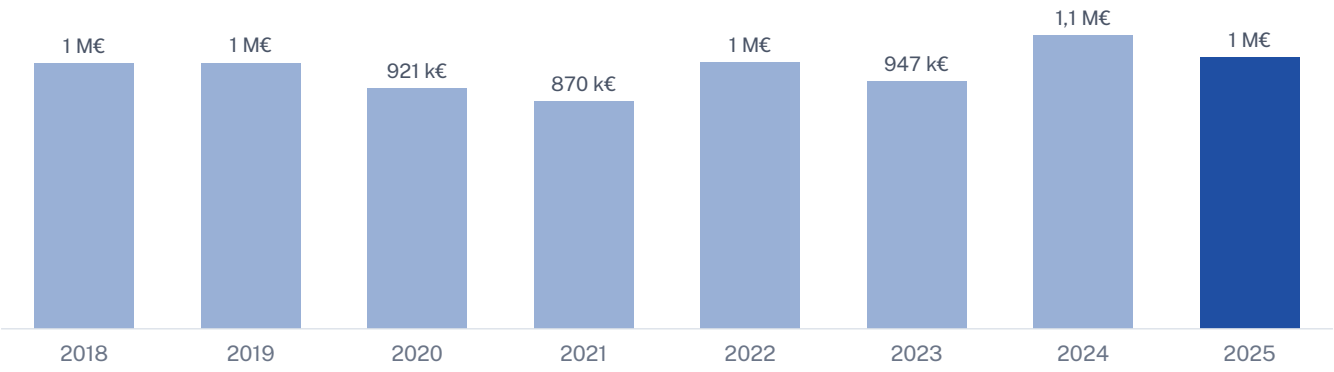
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	692 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	65,5 %	453 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	14,3 %	115 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	566 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	246 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	572 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette était de 1 M€ en 2018 comme en 2025. Valeur la plus haute : 1,1 M€ en 2024 ; la plus basse : 870 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1 M€	17,3 %	5,2 ans	104 k€
2019	1 M€	20,2 %	4,3 ans	218 k€
2020	921 k€	24,5 %	3,2 ans	211 k€
2021	870 k€	22 %	3,3 ans	369 k€
2022	1 M€	16,2 %	5 ans	655 k€
2023	947 k€	14,8 %	4,6 ans	756 k€
2024	1,1 M€	16,7 %	4,7 ans	666 k€
2025	1 M€	14,3 %	4,9 ans	452 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Mons	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	566 €	891 €	−36,5 %
Impôts locaux par habitant	572 €	488 €	+17 %
Frais de personnel par habitant	453 €	273 €	+65,9 %
Investissement par habitant	246 €	530 €	−53,5 %
Taux d'épargne brute	14,3 %	20,8 %	
Capacité de désendettement	4,9 ans	3,7 ans	

Jumelles : Corme-Royal (17), Saint-Porchaire (17), Bardos (64), Lagrave (81), La Celle (83), Chindrieux (73), Saint-Geniès-de-Fontedit (34), Villereversure (01), Arzal (56), Sablet (84). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 687	1 837	+8,9 %	+2,5 %
Dette par habitant	603 €	566 €	−6,2 %	−20,7 %
Impôts locaux par habitant	283 €	572 €	+102,2 %	+27,8 %
Frais de personnel par habitant	332 €	453 €	+36,5 %	+18,4 %
Taux d'épargne brute	20,2 %	14,3 %	−5,9 points	−3,7 points
Capacité de désendettement	4,3 ans	4,9 ans	+0,6 an	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 748 €		2 068 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Mons	Comparaison
Habitants (2023)	1 813	+18,5 % depuis 2012 (département : +6,2 %)
65 ans ou plus (2023)	26,6 %	département : 24,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,3 pour 100 habitants	département : 7,7
Salariés du secteur privé (2025)	120	+5,3 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	178	−2,2 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	112,4	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

760 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 310 emplois, soit 41 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,1 %	1,6 %	1,3 %	6,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,3 %	9,8 %	6,6 %	13 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	16,1 %	14,4 %	20,1 %	7,8 %
Professions intermédiaires	32,6 %	27,4 %	26,4 %	22,5 %
Employés	20,6 %	28,3 %	26,1 %	19,5 %
Ouvriers	19,3 %	18,5 %	19,5 %	30,9 %

Professions les plus exercées par les habitants : Gard (30)

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	5 700	2 %
Aides-soignants	5 520	1,9 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	4 580	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	4 510	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	4 480	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 370	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	4 150	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	3 800	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	3 620	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	3 470	1,2 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	3 330	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	2 810	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gard (30)) : 22 290 au moins, dont 34,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	2 120	20,7 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 326	7,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 317	22,6 %
Serveurs de cafés restaurants	1 177	28,1 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	963	65,6 %
Employés de l'hôtellerie	817	45,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	610	26,6 %
Personnels de ménage chez des particuliers	516	35,1 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	493	34,5 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	486	3,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Mons
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	298 k€ pour 5 projets
Par habitant	162 € (communes de même taille : 210 € ; département : 199 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	32,5 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Réhabilitation bâtiments communaux tranche 2	105 960 €
2025	DETR	Rehabilitation energetique des batiments de la rouvierette	79 460 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.